

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

19 FÉVRIER 1997

Proposition de résolution relative au dépôt des déchets nucléaires faiblement radioactifs

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
PAR M. HOTYAT

L'un des auteurs de la proposition rappelle que l'exposé introductif a déjà été présenté le mardi 21 janvier 1997 à l'occasion des demandes d'explications n° 219 de Mme Dardenne (la gestion des déchets nucléaires de faible activité) et n° 223 de M. Loones (les projets d'entreposage de déchets faiblement radioactifs sur des domaines militaires) au vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications (voir le *Compte rendu analytique*, Sénat, 1996-1997, n° 1-81 COM).

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Hatry, président; Ph. Charlier, Coene, Delcroix, D'Hooghe, Mme Van der Wildt, MM. Verreycken, Weyts et Hotyat, rapporteur.

2. Membres suppléants : Mmes Lizin, Merchiers et Willame-Boonen.

3. Autres sénateurs : Mme Dardenne et M. Foret.

Voir:

Documents du Sénat:

1-528 - 1996/1997:

N° 1: Proposition de résolution de Mme Van der Wildt en consorts.
N° 2: Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1996-1997

19 FEBRUARI 1997

Voorstel van resolutie betreffende de berging van laagactief kernafval

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN DE
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER HOTYAT

Een van de indieners herinnert eraan dat de inleidende uiteenzetting reeds gegeven is op dinsdag 21 januari 1997 naar aanleiding van de vragen om uitleg nr. 219 van mevrouw Dardenne (het beheer van het laagactief kernafval) en nr. 223 van de heer Loones (de plannen tot berging van laagactief kernafval op militaire domeinen) aan de vice-eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie (zie *Beknopt Verslag*, Senaat, 1996-1997, nr. 1-81 COM).

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Hatry, voorzitter; Ph. Charlier, Coene, Delcroix, D'Hooghe, mevrouw Van der Wildt, de heren Verreycken, Weyts en Hotyat, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de dames Lizin, Merchiers en Willame-Boonen.

3. Andere senatoren : mevrouw Dardenne en de heer Foret.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-528 - 1996/1997:

Nr. 1: Voorstel van resolutie van mevrouw Van der Wildt c.s.
Nr. 2: Amendementen.

Le texte de la proposition de résolution est repris d'une ancienne proposition qui avait été déposée par l'ex-sénateur Pataer.

Cette résolution a pour objet d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que les rumeurs qui se répandent concernant les rapports de l'O.N.D.R.A.F. et les projets d'entreposage de déchets faiblement radioactifs, provoquent une grande inquiétude dans la population. Les auteurs veulent mettre ainsi l'accent sur plusieurs considérations et souligner notamment que le choix entre le stockage en surface et le stockage souterrain doit être déterminé prioritairement en fonction du facteur «sécurité». Ils veulent souligner aussi que les déchets faiblement radioactifs contaminés par des émetteurs alpha doivent, en tout état de cause, être stockés dans des couches géologiques profondes. Il n'est manifestement pas question des couches géologiques profondes, dans le cadre des méthodes d'entreposage envisageables. La possibilité d'y entreposer les déchets en question n'est même pas examinée. C'est pourquoi, les auteurs souhaitent absolument que l'on examine toutes les possibilités d'entreposage lors de la discussion *ad hoc* et que le gouvernement ne prenne sa décision concernant les sites d'entreposage définitifs qu'après un débat parlementaire relatif à toutes les solutions possibles et un examen détaillé de celles-ci.

Une sénatrice se déclare tout à fait d'accord avec les propos de l'intervenante précédente. Elle trouve toutefois que le dernier élément qu'elle a soulevé dans son introduction, c'est-à-dire que le gouvernement ne devrait pas prendre de décision avant que toutes les alternatives possibles aient été examinées, n'est pas exprimé de façon suffisamment explicite dans le texte.

Par conséquent, Mme Dardenne introduit l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 1-528/2, 1996-1997) qui vise à mettre le quatrième considérant plus en évidence.

M. Hotyat et consorts déposent l'amendement n° 1, tandis que M. Santkin et consorts déposent les amendements n°s 2 et 3 (doc. Sénat, n° 1-528/2, 1996-1997).

Le président lit le texte de la proposition de résolution tel qu'il résulterait éventuellement de l'adoption des amendements n°s 1 à 3 (voir texte adopté par la commission).

Par son amendement n° 4, Mme Dardenne souhaite ajouter, après le quatrième considérant qui sera supprimé en cas d'adoption de l'amendement n° 3, une partie de phrase.

Le président fait remarquer que si Mme Dardenne tient à son amendement, elle devrait demander que l'on conserve le quatrième considérant.

Het voorstel van resolutie is overgenomen van een eerder door voormalig senator Pataer ingediend voorstel.

De bedoeling van deze resolutie is de regering erop attent te maken dat er een grote ongerustheid leeft bij de bevolking naar aanleiding van alle geruchten die over de NIRAS-rapporten en de mogelijke bergingen van laagradioactief afval worden verspreid. Daarbij willen de indieners een aantal overwegingen naar voor schuiven, namelijk dat bij de keuze tussen de bovengrondse en de ondergrondse berging vooral de factor «veiligheid» voorrang moet krijgen. Daarnaast moet alleszins het laagactief afval besmet met alfa-stralers in diepe geologische lagen worden geborgen. Blijkbaar komen in de tot hiertoe voorhanden zijnde informatie over de mogelijke bergingsmethoden die diepe geologische bergingen helemaal niet ter sprake of worden zelfs niet onderzocht. Bijgevolg wensen de indieners absoluut dat alle mogelijke bergingsmethodes worden besproken, en vooral dat de regering pas een beslissing neemt over de definitieve berging na een parlementair debat waarbij alle verschillende alternatieve mogelijkheden worden besproken en onderzocht.

Een senator verklaart het volstrekt eens te zijn met wat de vorige spreekster heeft gezegd. Alleen vindt ze dat het laatste punt van haar inleiding, te weten dat de regering geen beslissing mag nemen vóór alle alternatieven zijn onderzocht, in de tekst niet duidelijk genoeg naar voor komt.

Bijgevolg dient mevrouw Dardenne het amendement nr. 4 in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-528/2, 1996-1997), dat de vierde considerans beter wil doen uitkomen.

De heer Hotyat c.s. dienen het amendement nr. 1 in en de heer Santkin c.s. dienen de amendementen nrs. 2 en 3 in (Gedr. St. Senaat, nr. 1-528/2, 1996-1997).

De voorzitter doet voorlezing van het voorstel van resolutie zoals het eventueel zou luiden na de goedkeuring van de amendementen 1 tot 3 (*cf.* tekst aangenomen door de commissie).

Met haar amendement nr. 4 wil mevrouw Dardenne de vierde considerans aanvullen met een zinsdeel, maar die considerans kan vervallen mocht amendement nr. 3 worden aangenomen.

De voorzitter merkt op dat indien mevrouw Dardenne vasthoudt aan haar amendement, zij zou moeten vragen niet te raken aan de vierde considerans.

Une sénatrice se demande s'il n'y a pas une contradiction. Lorsque l'on dit que «quant au choix entre dépôt définitif de surface et dépôt définitif souterrain, que la priorité doit être donnée à la sécurité par rapport à toute autre considération, y compris les coûts;», il est très clair que l'on donne la priorité à la sécurité, même par rapport aux coûts. Par contre, dans l'amendement n° 2, quand le Gouvernement s'est engagé «de faire un choix définitif en matière d'évacuation des déchets de faible activité (...) sur la base d'un examen des diverses alternatives» (il faudrait y insérer les mots «en ce compris une gestion de caractère réversible») «en tenant compte de la sûreté et des différents coûts des diverses options», les coûts reviennent au même niveau que la sûreté. L'intervenante comprend mal la logique. Elle aimerait que le texte des amendements soit clair. D'après la sénatrice, les amendements tels quels veulent tout et rien dire. Par conséquent, la résolution devient purement cosmétique pour laisser le gouvernement faire ce qu'il veut. Elle trouve qu'alors il ne vaut pas la peine d'adopter une résolution.

Un commissaire considère qu'il s'agit d'une optique qui concilie le point de vue parlementaire et celui du ministre qui a le problème dans ses compétences.

Un autre membre estime que l'on peut discuter à perte de vue, parce que lorsqu'on dit que l'on donne une priorité à la sécurité, cela ne veut pas dire que le problème des coûts et les préoccupations budgétaires n'entrent plus en ligne de compte. Il croit que l'on peut arriver raisonnablement à concilier à la fois la sécurité souhaitée et le problème des coûts.

Un commissaire juge qu'il faut bien lire le considérant: «Vu les recommandations adoptées par le Sénat...» suivi par le texte de l'amendement n° 1, ne fait que citer un autre document.

Un autre intervenant suggère aux auteurs de l'amendement d'utiliser des guillemets là où ils reprennent littéralement le texte d'une recommandation du rapport de la commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire.

Une sénatrice souligne qu'elle n'a aucun problème avec le texte de l'amendement n° 1, mais bien avec la logique avec l'amendement n° 2, qui amoindrit l'amendement n° 1.

L'un des auteurs des amendements déclare que, dans l'amendement n° 2, le membre de phrase commençant par les mots «Compte tenu de l'engagement du gouvernement» a été repris de la résolution initiale de 1994. Ce texte est remplacé, à

Een senator vraagt of de tekst geen tegenstrijdigheid bevat. Wanneer men weet dat er te lezen staat «dat bij de keuze tussen bovengrondse en ondergrondse berging de veiligheid voorrang moet krijgen boven elke andere overweging, zelfs die welke verband houdt met de kosten» is het zonder meer duidelijk dat men de veiligheid belangrijker vindt dan de kosten. Indien echter in amendement nr. 2 gewzen wordt op de toezegging van de regering «om een definitieve keuze te maken in verband met de berging van laagactief afval (...) op basis van onderzoek naar de diverse alternatieven» (hier zou men de woorden moeten invoegen «met inbegrip van de omkeerbare berging») «en met inachtneming van de veiligheid en de verschillen in kostprijs van de verschillende opties», komen veiligheid en kosten op gelijke voet te staan. Spreekster verklaart dat soort logica niet goed te begrijpen. Zij wenst dat de tekst van de amendementen aan duidelijkheid niet te wensen overlaat. Volgens haar gaan de amendementen in hun huidige vorm volkomen de mist in. Het gevolg hiervan is dat de resolutie een zuiver cosmetische ingreep wordt en de regering kan doen wat ze wil. Volgens haar loont het de moeite niet meer een dergelijke resolutie goed te keuren.

Een commissielid gaat ervan uit dat die benadering de zienswijze van het Parlement en die van de bevoegde minister nader tot elkaar brengt.

Een ander lid is van oordeel dat men daarover een oeverloze discussie kan houden want wanneer men prioriteit geeft aan de veiligheid, betekent dat nog niet dat men geen rekening houdt met het probleem van de kosten en de budgettaire beperkingen. Spreker zegt te geloven dat men redelijkerwijze kan komen tot een evenwicht tussen de nagestreefde veiligheid en het probleem van de kosten.

Een lid vindt dat men goed voor ogen moet houden dat na de inleiding «Gelet op de aanbevelingen aangenomen door de Senaat...» de tekst volgt van amendement nr. 1, waarin een andere tekst is overgenomen.

Een ander lid stelt aan de indieners van het amendement voor aanhalingstekens te plaatsen waar zij woordelijk de tekst overnemen van een aanbeveling uit het rapport van de Commissie voor informatie en onderzoek inzake nucleaire veiligheid.

Een senator wijst erop dat zij geen graten vindt in de tekst van amendement nr. 1, maar wel in amendement nr. 2, dat amendement nr. 1 afzwaakt.

Een van de indieners van de amendementen verklaart dat een deel van het amendement nr. 2 is overgenomen uit de oorspronkelijke resolutie van 1994, namelijk het zinsdeel dat begint met de woorden «In acht genomen de toezegging van de regering ...».

présent, par le texte littéral de la déclaration gouvernementale. L'engagement du gouvernement est donc actualisé dans la résolution.

Un autre membre répète qu'il est préférable de placer cette citation entre guillemets.

L'intervenante précédente estime qu'il n'y a aucune contradiction entre l'amendement n° 1 et l'amendement n° 2. Dans le cadre du deuxième amendement, le facteur coût est intégré comme élément important des conclusions de la commission Tchernobyl. La déclaration gouvernementale (amendement n° 1) est muette sur ce point. Voilà toute la différence.

Un commissaire rappelle qu'initialement la proposition de résolution comportait un long exposé des motifs que l'on avait modifié un peu. Puis il a été décidé de le supprimer. Il n'est pas nécessaire d'avoir un exposé des motifs.

La commission décide d'y renoncer définitivement.

Les amendements n°s 1 à 3 sont adoptés par 7 voix et 1 abstention.

Suite à l'adoption n° 3, Mme Dardenne retire son amendement (l'amendement n° 4).

*
* *

L'ensemble de la proposition de résolution amendée a été adopté par 7 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 8 membres présents.

Le rapporteur,
Robert HOTYAT.

Le président,
Paul HATRY.

Deze tekst wordt nu vervangen door de tekst zoals die letterlijk in de regeringsverklaring staat. Op die manier wordt de toezegging van de regering in de resolutie geactualiseerd.

Een ander lid is opnieuw van oordeel dat ook dit citaat beter tussen aanhalingstekens zou worden geplaatst.

De vorige spreker meent dat er geen enkele contradictie bestaat tussen de amendementen nrs. 1 en 2. In het tweede amendement wordt de factor kostprijs opgenomen, die ook een belangrijk element was in de conclusies van de «Tsjernobyl-commissie». In de regeringsverklaring (amendement nr. 1) wordt daar niets meer over gezegd. Dat is het verschil.

Een lid herinnert eraan dat de oorspronkelijke versie van het voorstel van resolutie een uitvoerige toelichting bevatte die men enigszins heeft gewijzigd. Vervolgens heeft men besloten die te schrappen. Er hoeft geen toelichting te zijn.

De commissie beslist daarvan definitief af te zien.

De amendementen nrs. 1 tot 3 worden aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

Door de aanneming van amendement nr. 3 neemt mevrouw Dardenne haar amendement nr. 4 terug.

*
* *

Het geamendeerde voorstel van resolutie wordt aangenomen met 7 stemmen, bij 1 onthouding.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

De rapporteur,
Robert HOTYAT.

De voorzitter,
Paul HATRY.

**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION**

Le Sénat,

Vu les recommandations adoptées par le Sénat le 11 octobre 1990 sur proposition de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire, et plus particulièrement:

«quant au choix entre dépôt définitif de surface et dépôt définitif souterrain, que la priorité doit être donnée à la sécurité par rapport à toute autre considération, y compris les coûts»;

Vu le rapport de l'O.N.D.R.A.F. d'avril 1994 relatif à la faisabilité du dépôt en surface sur le territoire belge de déchets faiblement radioactifs et de déchets à courte demi-vie;

Compte tenu de l'engagement du gouvernement «de faire un choix définitif en matière d'évacuation des déchets nucléaires à faible activité et à courte durée de vie sur la base d'un examen des diverses alternatives, en tenant compte de la sûreté et des différences de coût des diverses options»;

Vu l'inquiétude qu'ont suscitée dans de nombreuses communes la publication du rapport précité de l'O.N.D.R.A.F. et des articles de presse récents concernant une étude sur l'entreposage dans d'anciens domaines militaires;

Demande au gouvernement de soumettre au Parlement les résultats de l'examen, annoncé dans la déclaration gouvernementale, sur la faisabilité de l'évacuation de la totalité des déchets nucléaires à faible radioactivité, avant de prendre une décision définitive.

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE**

De Senaat,

Gelet op de aanbevelingen aangenomen door de Senaat op 11 oktober 1990 op voorstel van de Commissie voor Informatie en Onderzoek inzake Nucleaire Veiligheid, inzonderheid:

«dat bij de keuze tussen definitieve bovengrondse en definitieve ondergrondse berging de veiligheid voorrang moet krijgen boven elke andere overweging, zelfs die welke verband houdt met de kosten»;

Gelet op het NIRAS-verslag van april 1994 over de uitvoerbaarheid van de oppervlakteberging op Belgisch grondgebied van laagactief afval en afval met korte halveringstijd;

In acht genomen de toezegging van de regering om «een definitieve keuze te maken over de berging van het nucleair afval met lage activiteit en korte halveringstijd, op basis van onderzoek naar de diverse alternatieven. Hierbij zal rekening worden gehouden met de veiligheid en de verschillen in kostprijs van de verschillende opties»;

Gelet op de ongerustheid die in tal van gemeenten ontstaan is naar aanleiding van de publicatie van bovenvermeld NIRAS-verslag en recente persberichten inzake bergingsonderzoek op voormalige militaire terreinen;

Vraagt de regering om de resultaten van de in de regeringsverklaring aangekondigde onderzoeken over de uitvoerbaarheid van de berging van de totaliteit van het laagactief kernafval voor te leggen aan het Parlement alvorens een eindbeslissing te nemen.